

Veille & territoires

EN QUELQUES CLICS

#222 Bulletin du 19 avril 2018

cget

Cohésion sociale

► Regards sur la mixité sociale. Comment les villes construisent le vivre-ensemble.

Observatoire de la mixité sociale. Avril 2018. 191 p.

Ce rapport décrypte l'impact des politiques de l'habitat sur la mixité sociale depuis 30 ans. Au sommaire : un premier temps d'analyses : la loi SRU, 18 ans après ; bilan des programmes de rénovation urbaine ; tentative de construction d'indicateurs de la mixité sociale ; impact de la crise immobilière et rôle des acteurs privés... Un second temps d'enquête sur le territoire avec l'exemple de Nanterre qui attire les cadres de La Défense tout en protégeant les habitants de ses cités ou encore à Houdan (Yvelines) où le périurbain n'est pas synonyme de relégation.

Développement territorial

► Les friches en Europe, reconvertir l'industriel en culturel.

Pour la solidarité (Think & do tank européen), Joséphine Bertrand.

Note d'analyse, mars 2018. 18 p.

Le changement des modes de production induit par la désindustrialisation dans les années 1970 en Europe et la mise en friche de sites industriels soulèvent la question de l'avenir des cités ouvrières et de leurs habitants.e.s. Les politiques locales sont contraintes de trouver une nouvelle utilité à ces lieux. La mouvance du squat d'artistes permet d'apporter une solution, reconvertir l'industriel en culturel. La friche culturelle permet aux artistes d'exercer leur art tout en s'insérant à bas coût dans un tissu local vecteur de liens sociaux. Cette note analyse ces pratiques à travers l'angle de l'économie sociale et de l'histoire pour mieux en évaluer l'impact.

► Transports et patrimoine: quel développement local pour une périphérie métropolitaine ? Le site de porto à Fiumicino.

Dominique Rivière, professeur de géographie à l'université Paris-Diderot / UMR 8504 Géographie-cités. Suplemento de RIPARIA 1 (2018) – RODIN, Universidad de Cadiz, 2018.

Située aux bouches du Tibre à 30 km du Capitole, Fiumicino, commune de 79 000 habitants, pose la question de l'articulation entre échelles locale et métropolitaine autour des transports et du patrimoine. A l'évidence, l'échelle internationale et nationale prime : avec l'aéroport Leonardo da Vinci, le principal hub italien - gagné de haute lutte à la fin des années 2000 par Rome sur Milan -, Fiumicino est d'abord une composante d'un territoire métropolitain.

Egalité - Inégalité

► **Rapport sur les inégalités mondiales 2018.**

F. Alvaredo ; L. Chancel ; T. Piketty ; E. Saez ; G. Zucman.

World inequality lab. 2018. 300 p. (Rapport complet en anglais) - 20 p. (Synthèse en français).

Au fil des analyses de ce rapport, les auteurs insistent notamment sur le fait que les inégalités de revenus ont augmenté dans presque toutes les régions du monde ces dernières décennies, à des rythmes certes différents. La forte disparité du degré d'inégalité observée d'un pays à l'autre, même lorsque ces pays sont à des niveaux de développement comparables, met en lumière le rôle déterminant des institutions et des politiques publiques nationales dans l'évolution des inégalités. Les contributeurs s'interrogent ensuite sur le rôle que joue l'évolution du partage entre patrimoine public et patrimoine privé dans les inégalités. La dernière partie se veut davantage prospective avec la réalisation de projections sur les inégalités de revenus et de patrimoine jusqu'en 2050.

► [Le rapport complet en anglais](#) ► [La synthèse en français](#)

► **Atteindre l'égalité femmes-hommes. Un combat difficile.**

OCDE, février 2018. 332 p. [lecture en ligne]

Les inégalités entre les femmes et les hommes persistent dans tous les domaines de la vie sociale et économique et dans tous les pays. Cet ouvrage examine l'évolution récente dans différents domaines en commençant par en donner une vue d'ensemble, puis en présentant 24 courts chapitres qui exposent chacun les principales conclusions dégagées, ainsi que des recommandations pour l'action. Parmi les thèmes traités figurent la violence contre les femmes, la budgétisation sexo-spécifique, le partage inégal du travail non rémunéré, la situation des femmes sur le marché du travail et au sein des migrations internationales. Les disparités existant entre les sexes sont illustrées par une série d'indicateurs. Sont en outre décrites des initiatives récemment prises par les pouvoirs publics, par exemple pour accroître la transparence des salaires dans le but de réduire les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, ou pour encourager les pères à prendre un congé parental. Dans l'ensemble, les progrès sont lents ; il est donc impératif que les pouvoirs publics intensifient leur action pour mettre fin aux inégalités entre les femmes et les hommes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat et dans la vie publique.

Emploi - Insertion professionnelle

► **20 ans d'insertion professionnelle des jeunes, entre permanences et évolutions.**

T. Coupié ; A. Dupray ; D. Epiphane ; V. Mora.

Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq). Avril 2018. 196 p. Bibliogr.

Au sommaire : l'insertion en contextes : 20 ans d'évolution de l'insertion (mobilité, métropolisation et contextes économiques régionaux. Une insertion en mutation : le profil des NEET depuis 20 ans, le déclassement : un phénomène enraciné. Parcours de formation et d'insertion : la transition socioprofessionnelle des jeunes non diplômés, ... Population en insertion : évolution de la relation genre-insertion, quelle(s) évolution(s) de l'insertion des jeunes issus de l'immigration ? Les Zus, 20 ans après : une pénalité dans l'accès à l'emploi de plus en plus marquée pour les jeunes originaires de ces quartiers.

► **Formation et emploi. Edition 2018.**

Christel Aliaga ; Bernard Junel (Coord.)

Insee. 10 avril 2018. 144 p.

L'Insee présente avec *Formations et emploi* les principales analyses sur les sortants du système éducatif, leur insertion professionnelle et la formation tout au long de la vie. On pourra se référer notamment aux fiches consacrées à l'insertion des jeunes, avec focus particuliers sur les chapitres : jeunes et emplois aidés, emploi et chômage des jeunes : comparaisons européennes, statuts des emplois, situation des jeunes sur le marché du travail par région, ...

Europe

► Construire l'Europe des lieux et des liens.

Urbanisme, hors-série n°63, décembre 2017 [Vient de paraître].

La 38ème Rencontre des agences d'urbanisme s'est tenue à Strasbourg les 8, 9 et 10 novembre 2017 sur le thème « L'Europe des lieux et des liens ». Comment les agences d'urbanisme et leur fédération nationale, la FNAU, appréhendent-elles la dimension européenne de leur action ? Poser la question et tenter d'y répondre à partir des échanges de leur 38e rencontre annuelle revient à réfléchir sur la nouvelle politique de cohésion, sur les enjeux des projets transfrontaliers ou encore sur ce qui peut faire « bien commun européen » dans les politiques urbaines des métropoles européennes.

Finances locales

► L'autonomie financière des collectivités territoriales après les récentes lois financières.

Ajda, n° 13. 9 avril 2018. pp. 720-726.

Si le Conseil constitutionnel reconnaît l'existence d'un principe d'autonomie financière des collectivités territoriales, il en fait un usage pour le moins modéré. Les juges de la rue de Montpensier laissent au législateur de larges marges de manœuvre pour restreindre cette autonomie. Ce principe, dont les élus locaux attendaient beaucoup lors de la réforme constitutionnelle de 2003, n'a jamais assuré la pleine maîtrise des ressources locales. Dès lors, pour retrouver leur autonomie, les collectivités ne devraient-elles pas davantage réfléchir à leur propre pouvoir de décision ?

Fractures territoriales

► La métropolisation, un modèle intégrateur ? Portrait social des nouvelles fractures territoriales.

Christophe Guilluy.

Sur-mesure, 5 avril 2018. En ligne.

A l'heure de la montée en puissance des métropoles dans l'aménagement du territoire, Christophe Guilluy pointe l'apparition des zones de la "France périphérique", en observant le profil de leurs habitants et leurs niveaux de fragilités sociales. Le parti pris de l'analyse est posé : celui des nouvelles fractures territoriales. Le débat public ouvert : celui de l'avenir de la cohésion sociale.

► Inégalités territoriales : banlieues enclavées, campagnes isolées ... Même combat ?

Hugo Soutra.

Le Courrier des maires et des élus locaux, n° 322. Avril 2018. p. 25-31.

Au sommaire de ce dossier : SOS territoires en détresse et mobilisation nationale en faveur des quartiers ; Etat ou collectivités, qui doit régler la facture ? ; Plus de liberté locale et moins de zonages pour assurer l'émancipation des habitants ; Interview de Eric Charmes, géographe-urbaniste : "L'Etat ne peut se contenter de forcer les communes riches à payer pour les pauvres".

Habitat - Logement

► Rénovation urbaine. L'espace comme remède à la question sociale ?

E. Bellanger ; A. Collet ; F. Desage ; P. Gilbert.

Métropolitiques, avril 2018. En ligne.

Depuis le XIXe siècle, la rénovation urbaine fait figure de réponse récurrente aux maux de la ville, la transformation radicale du bâti étant pensée comme un moyen de résoudre les problèmes des quartiers populaires. Ce dossier explore les origines et les rouages de cette pensée réformatrice, en même temps que les effets de politiques publiques qui, depuis les années 2000, bouleversent en

Indicateurs

► Les nouveaux indicateurs de richesse modifieront-ils la croissance ? Les limites de la critique du PIB.

Antonin Pottier.

Le Débat, 2018/2 (n° 199), p. 147-156.

Face à la nécessité de trouver un nouveau modèle social pour les sociétés occidentales, de nombreuses personnes plaident pour une remise en question de l'indicateur phare issu de la comptabilité nationale, le Produit intérieur brut (PIB), qui mesure la valeur ajoutée agrégée produite sur le territoire national. Centré sur les performances économiques, cet indicateur et son emprise sur le débat public bloqueraient toute invention d'un nouveau modèle social. Les travaux scientifiques sur lesquels s'appuient ces plaidoyers ont porté dans deux directions privilégiées : l'examen des défauts du PIB en tant qu'indicateur de bien-être et la recherche de meilleurs indicateurs, qui rendraient compte de la véritable richesse sociale.

Outre-mer

► Le foncier insulaire.

R. Acosta ; J. Tailamé ; Luis Galanes et al.

Etudes foncières, n° 176. pp. 10-33.

Le foncier insulaire se caractérise par une fragilité foncière que certains considèrent comme résultant de la complexité, née de la fragmentation dans la prise de décision liée au contexte socio-historique de ces territoires d'outre-mer. Le Sénat a consacré trois rapports sur les outre-mer qui dépeignent un état des lieux chaotique et parfois proche d'un état de délabrement foncier tant dans l'organisation que dans le jeu des acteurs autour du foncier urbain et rural. En outre, les finalités des politiques publiques sont ambiguës et entretiennent un état paradoxal entre un discours moderne « efficace » et la réalité du terrain : à l'horizon 2027, il faudra construire 150 000 logements dans les outre-mer ce qui pourrait se traduire par une explosion de la consommation foncière. En parallèle, les pouvoirs publics soulignent l'importance de préserver le foncier (« patrimoine naturel »), car il constitue non seulement une richesse intrinsèque mais aussi un facteur d'attractivité pour le tourisme ultramarin. Comment résoudre ce dilemme insulaire ?

Participation - Citoyenneté

► S'appuyer sur les habitants, un pari payant.

Yannick Blanc ; Etienne Desjonquères ; Frédéric Gilli.

Revue Projet, 2018/2 (n° 363), p. 52-62.

L'État sait-il mieux que les citoyens ce qui est bon pour eux ? Bien des élus vivent encore dans cette illusion, mais d'autres s'appuient désormais sur les citoyens pour ajuster ou co-construire leurs politiques. La démocratie participative devient alors plus qu'un supplément d'âme à une démocratie représentative fatiguée. Retours d'expériences.

► Qui a peur de la participation ?

Marie-Hélène Bacqué ; Emmanuel Bodinier ; Véronique Fayet.

Revue Projet, 2018/2 (n° 363), p. 44-51.

Comment dépasser les injonctions à la participation ? Pourquoi est-il si difficile de prendre en compte l'apport de chacun à la vie de la cité ? Quelles dynamiques sont à l'œuvre ? Regards croisés entre le monde associatif et le monde de la recherche.

► Conseils citoyens ou tables de quartier ?

Bénédicte Madelin.

Revue Projet, 2018/2 (n° 363), p. 38-43.

Le pouvoir peut-il être octroyé par décret ou doit-il se conquérir par la mobilisation ? Quels sont les moteurs de la participation citoyenne et les conditions requises ? L'expérience comparée des conseils citoyens et des tables de quartier, depuis trois ans, est riche d'enseignements.

Planification territoriale

► **Stratégies nationales et régionales de planification territoriale : nouveaux défis et nouvelles opportunités – Séminaire ESPON**

RIATE - ESPON en France, avril 2018.

Ce séminaire s'inscrit dans un cycle de réflexion sur les stratégies nationales et régionales de planification territoriale en France, au Benelux et en Irlande. Les échanges de la journée ont porté sur la thématique de l'élaboration des documents de planification régionale au sein des territoires européens, avec un focus sur le cas français des SRADDET et un élargissement des discussions vers les exemples irlandais, flamand, wallon et luxembourgeois, ayant permis d'identifier des enjeux-clés communs aux régions et pays représentés. La seconde partie de la journée a été dédiée à la présentation de trois projets ESPON s'intégrant dans la thématique, les projets COMPASS, ReSSI et ACTARA.

Rural

► **Les acteurs ruraux dans la constitution de l'image de leur territoire.**

Jérémie Brun.

Gestion et management public, 2017/3 (Volume 6 / n° 1), p. 25-39.

La recherche en marketing territorial s'est peu intéressée aux initiatives rurales, alors qu'il existe un nombre important de démarches dans ces territoires. En effet, les acteurs des territoires ruraux ont structuré une gouvernance à partir de la nécessité de collaborer, pour construire une image et un développement cohérent, malgré la crainte des acteurs locaux. C'est notamment ce qu'il est possible d'observer à travers l'étude de deux cas concrets en France, qui montrent deux formes principales de crainte : l'isolement territorial et le manque de moyens financiers.

► **Les sciences sociales et les mutations des mondes ruraux.**

Philippe Perrier-Cornet.

Etudes rurales, 2017/2 (n° 200), p. 28-41.

Les trente dernières années ont vu un bouleversement de la place des campagnes dans les sociétés et les économies occidentales. Comment les recherches en sciences sociales ont-elles été renouvelées pour en rendre compte ? Comment ont évolué les problématiques de recherche sur les espaces et les mondes ruraux ? Un point commun des approches antécédentes dans ces deux disciplines, ainsi qu'en géographie rurale, était une représentation traditionnelle du rural reposant sur l'opposition entre villes et campagnes et sur une série de dualités opposant tradition et modernité, stabilité et mobilité... Cette approche a progressivement perdu de sa force explicative. Le passage à d'autres représentations s'est opéré en plusieurs temps mais il a requis un changement de paradigmes qui a emprunté des voies différentes en économie et en sociologie. Présentation.

Société

► **Habitat, transports et santé.**

Fondation Jean Jaurès, Michel Debout. Avril 2018.

Comment replacer la personne humaine et son bien-être au cœur des politiques économiques, sociales et culturelles à venir ? Pour Michel Debout, des étapes réalistes doivent être promues pour

arriver à une « transition humanitaire » : celle-ci passe par la santé des habitants – comme Michel Debout l'analyse ici – mais aussi par la santé des travailleurs et la santé des citoyens – sujets de deux notes à venir.

Transfrontalier

► Aquitaine-Euskadi : Renforcer l'emploi transfrontalier.

Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, avec le soutien de la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT). Mars 2018. 42 p.

Une étude, lancée dans le cadre d'un projet européen "Empleo", dresse un diagnostic complet de l'emploi transfrontalier au sein de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre.

Les chiffres présentés relatifs aux flux de travailleurs témoignent d'une faible intégration transfrontalière dans ce domaine : seulement 3863 personnes traversent chaque jour la frontière pour travailler de l'autre côté, sur le territoire de l'Eurorégion, alors qu'on en dénombre plus de 170 000 à la frontière franco-suisse, ou encore 46 000 à la frontière franco-allemande. L'enjeu du projet sera de proposer des actions pour mieux intégrer les marchés du travail et faciliter l'accès à l'emploi de part et d'autre de la frontière.

► Retrouvez toute l'actualité du transfrontalier sur le [site de la MOT](#).

Une carte, un focus

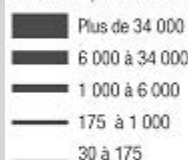
► Flux transfrontaliers : éléments d'analyse d'une dynamique

Des flux de transfrontaliers répartis sur les frontières nord-est de la France, fortement polarisés par Luxembourg, Bâle et Genève

Les principaux flux de travailleurs transfrontaliers au départ des territoires frontaliers français

Actifs résidant dans une zone d'emploi située à moins de 60 km d'une frontière terrestre, déclarant travailler à l'étranger

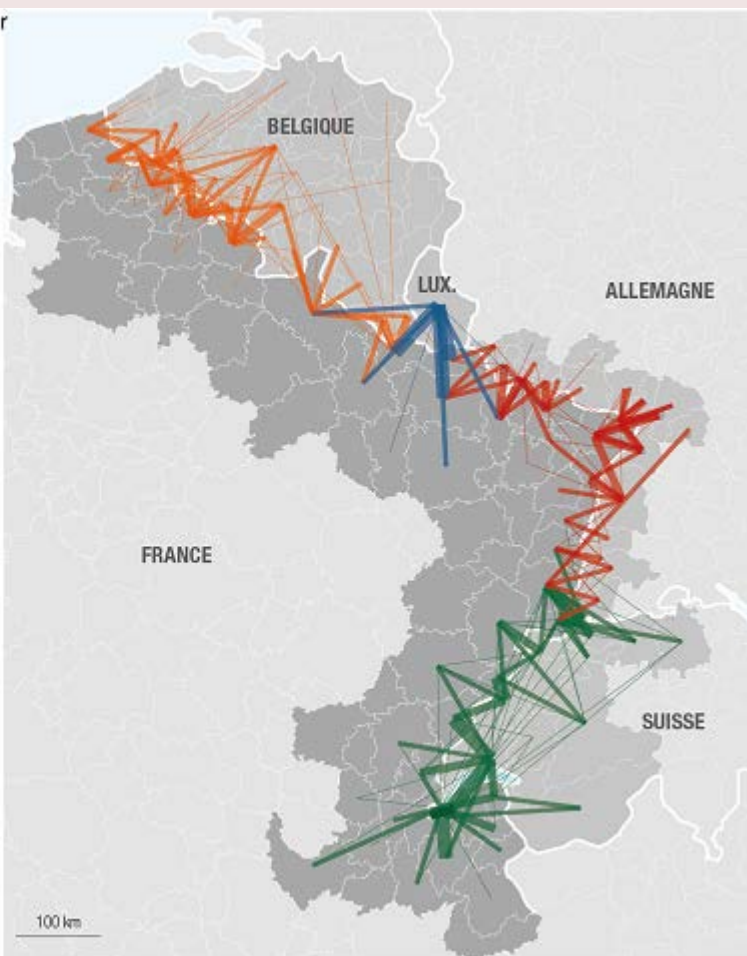
En nombre par zone d'emploi



Espace transfrontalier



SOURCES : INSEE RP 2013 • RÉALISATION : CSET - DET - CELLULE CHAT. IXL AD, 2017



En France, on compte 355 000 travailleurs transfrontaliers : ce sont des actifs qui habitent en France et traversent une frontière tous les jours pour se rendre sur leur lieu de travail à l'étranger. Ces actifs, dont le nombre a doublé depuis les années 1990, se déplacent principalement vers la Suisse (170 300 personnes), le Luxembourg (70 300), l'Allemagne (46 000), la Belgique (37 800) et la principauté de

Monaco (26 200). Les échanges quotidiens avec chacun de ces pays ont considérablement augmenté au cours des dernières années, particulièrement vers la Suisse et le Luxembourg, quand les flux vers l'Allemagne diminuaient. Cette dynamique a des impacts importants sur les espaces et les populations frontalières (marché du travail, coût du logement, etc.)

► Pour en savoir plus, consultez [la fiche d'analyse de l'Observatoire des territoires](#) !

Villes moyennes

► Des moyens pour les villes moyennes.

Frédéric Santamaria.

AOC, 16 avril 2018. [en ligne].

Longtemps négligées et considérées comme les perdantes de la mondialisation, les villes moyennes font l'objet d'un regain d'intérêt. Le plan « Actions cœur de ville », annoncé fin mars par le Gouvernement, se donne en effet comme objectif d'en revitaliser les centres. Une prise en considération dont les préoccupations électorales ne sont pas absentes...

► Un réseau de villes « moyennes » fortement structurant pour la région.

Insee - Erwan Auger ; Anh Van Lu.

Insee Dossier Grand Est, n° 8. Avril 2018. 30 p.

Derrière les sept grandes agglomérations, un ensemble de 47 villes de taille moyenne, entre 10 000 et 100 000 habitants, maille le territoire régional et regroupe un peu moins d'un quart des habitants du Grand Est. Pour certaines d'entre elles, ces villes « moyennes » assurent un rôle essentiel de relais de services et d'emplois au sein des zones situées entre les espaces métropolitains, souvent de faible densité et en situation de déclin démographique. Ce caractère structurant, qui concerne particulièrement les grands pôles d'emploi de moins de 30 000 habitants, s'est accentué ces trente dernières années, même si la crise économique de 2008-2009 a particulièrement affecté toutes les villes « moyennes ».

Actualité parlementaire et réglementaire

► [Arrêté du 3 avril 2018](#) fixant le cahier des charges relatif aux actions initiées, définies et mises en œuvre par les structures impliquées dans la prévention et la prise en charge de la radicalisation [FIPD].

► [Instruction du Gouvernement](#) relative au programme « *Action Coeur de ville* ». Annonce des villes bénéficiaires et étapes d'élaboration des conventions-cadres pluriannuelles. Publ. 18 avril 2018. 16 p.

► [Circulaire](#) Premier ministre relative à l'expérimentation d'un droit de dérogation reconnu au préfet. Publ. 10 avril 2018. 6 p.

► [Note d'information](#) INT-DGCL/MCT relative à la répartition de la dotation politique de la ville (DPV) pour l'exercice 2018. Publ. 16 avril 2018. 23 p.

► [Avis](#) de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) sur la prévention de la radicalisation. Publ. au JO. 1er avril 2018. 14 p.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission

éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)